
Suivi de la décision :

Décision de la juridiction disciplinaire de l'Ordre des Avocats de Paris du 8 octobre 2024 n°386422 et 387600

**FRAPPE
DE
POURVOI**

COUR D'APPEL DE PARIS

Pôle 4, Chambre 13

—
DECISION DU 16 OCTOBRE 2025
—

Numéro : 24/18012
—

SUR RECOURS CONTRE : Décision du 8 octobre 2024 de la juridiction disciplinaire de l'Ordre des Avocats de Paris.

DEMANDEUR AU RECOURS : **Monsieur Juan BRANCO**. Demeurant [.....] à PARIS
- Non comparant

Représenté par Me Luc BROSSOLLET, avocat au barreau de PARIS, et par Me Ulysse NAUDON, avocat au barreau de PARIS

DEFENDEUR AU RECOURS : LE BATONNIER DE L'ORDRE DES AVOCATS DU BARREAU DE PARIS EN QUALITE D'AUTORITE DE POURSUITE

Représenté par Me Nicolas GUERRERO, avocat au barreau de PARIS

LE PROCUREUR GENERAL PRES LA COUR D'APPEL DE PARIS

NATURE DE LA DECISION : CONTRADICTOIRE

DECISION : CONFIRMATION

COMPOSITION DE LA COUR :

L'affaire a été débattue le 12 juin 2025, en audience publique, devant la Cour composée de :

-Mme Sophie VALAY-BRIERE, Première Présidente de chambre

-Mme Marie-Françoise d'ARDAILHON MIRAMON, Présidente de Chambre

-Mme Nicole COCHET, Magistrat Honoraire juridictionnel

-Me Jean-Sébastien TESLER, avocat au barreau de l'Essonne

-Me Najma LABIDI, avocat au barreau de PARIS

qui en ont délibéré

GREFFIER LORS DES DEBATS ET DU PRONONCE DE L'ARRET : Mme Victoria RENARD

MINISTERE PUBLIC représenté lors des débats par Mme Florence LIPCHITZ, qui a fait connaître son avis oralement à J'audience.

DEBATS : à l'audience tenue le 12 Juin 2025, ont été entendus :

-Mme Nicole COCHET, en son rapport ;

-Me Luc BROSSOLLET représentant M Juan BRANCO en ses observations ;

-Me Ulysse NAUDON représentant M. Juan BRANCO en ses observations ;

-Me Nicolas GUERRERO, avocat représentant le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris en qualité d'autorité de poursuite, en ses observations ;

-Mme Florence LIPCHITZ, substitute du Procureur Général, en ses observations ;

-Me Luc BROSSOLLET, ayant eu la parole en dernier.

ARRET CONTRADICTOIRE

-par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour le 16 octobre 2025, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

-signé par Sophie VALAY-BRIERE, Première Présidente de chambre et par Victoria RENARD, Greffière, présente lors de la mise à disposition.

* *

*

[...]

PAR CES MOTIFS

La cour statuant par arrêt contradictoire,

Ordonne la jonction des procédures inscrites au répertoire général de la cour sous les numéros 24/18012 et 24/18991,

Rejette la demande de communication du dossier d'instruction formée par M. Juan BRANCO

Rejette les demandes d'annulation ou de mise à l'écart de pièce et d'annulation de la procédure formées par M. Juan BRANCO

Rejette la demande de sursis à statuer formée par M. Juan BRANCO

Confirme la décision dont appel en toutes ses dispositions

Condamne M Juan BRANCO aux dépens d'appel,

Condamne M. Juan BRANCO à payer au bâtonnier autorité de poursuite la somme de 1000 euros en application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

LE GREFFIER

LE PRESIDENT